

# NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1155  
30 avril 1974  
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session

## RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant  
sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui  
ont été communiqués par les gouvernements en application de la  
résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

### TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Dahomey .....	2
El Salvador .....	9
Fidji .....	16
Israël .....	20
Koweït .....	29
Philippines .....	37
Rwanda .....	40

DAHOMÉY

/Original : français/

/16 février 1974/

I. EXPOSE LIMINAIRE CONCIS DES POLITIQUES GÉNÉRALES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL AYANT CONTRIBUÉ SENSIBLEMENT, AU COURS DE LA PÉRIODE ALLANT DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973, À ASSURER LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Le Gouvernement du Dahoméy, malgré les obstacles sans nombre, s'est de tout temps efforcé, dans sa politique générale, de promouvoir le développement économique et social du pays, et d'assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels.

Mais un nouvel élan particulièrement marquant a été pris au tournant décisif de la nation à la révolution du 26 octobre 1972 dont les principes d'action, stipulés dans le discours-programme du GMR en date du 30 novembre 1972, satisfont on ne peut plus aux impératifs socio-économiques et culturels.

Le meilleur résumé liminaire de nos politiques générales consisterait en des citations de ce document.

Considérant que le monde rural, qui regroupe la plus large masse de la population autochtone, contribue pour une large part à la création des richesses du pays mais ne participe que très modestement à leur redistribution, des principes directeurs ont été adoptés à partir du 26 octobre 1972, pour un meilleur retour des choses :

A. Dans l'agriculture : une politique de garantie et d'amélioration du prix au producteur d'où :

1. La transformation en un organisme autonome doté de moyens puissants du fonds de soutien des produits agricoles;

2. Le rejet de la politique de détournement des ressources de ce fonds au profit aussi bien des sociétés privées que de l'Etat;

3. L'extension progressive des activités de ce fonds au bénéfice des produits de l'agriculture, qu'il s'agisse des produits industriels d'exportation ou des produits vivriers destinés à l'alimentation des populations.

/...

B. Dans l'élevage : une action particulière au profit des petits éleveurs, notamment :

La réfection et l'amélioration de l'infrastructure hydraulique pastorale existante avec la création de nouveaux puits sur le parcours du troupeau;

L'organisation et la réglementation des marchés de bétail et de la viande;

La dotation davantage de moyens de la médecine vétérinaire préventive;

La modernisation des abattoirs et la transformation des produits d'élevage, etc.

C. Dans le domaine industriel : la prise en charge progressive par l'Etat du contrôle des secteurs vitaux de l'économie qui conditionnent le développement du pays et la mise en valeur rapide des ressources afin d'éviter qu'elles ne continuent d'être détournées au profit d'une infime minorité d'où, entre autres :

La création d'un véritable complexe textile;

La création d'une industrie pharmaceutique;

La création d'une société nationale d'assurances et de réassurances.

E. Sur le plan culturel :

La réforme de l'enseignement avec la mise en place des structures, un enseignement d'orientation et de contenu conformes aux nécessités d'un développement économique et national;

La revalorisation des langues nationales;

La réhabilitation des cultures africaines en les adaptant aux besoins des masses laborieuses;

L'ouverture de l'Université dahoméenne à toutes les formes du savoir et à tous les courants contemporains de la pensée scientifique, avec une vocation africaine en même temps qu'universelle.

F. Sur le plan des loisirs :

La création d'un Conseil national des loisirs et spectacles faisant une grande place aux initiatives populaires en matière de spectacles;

La revalorisation du sport en encourageant les sportifs, en leur assurant les moyens d'existence;

L'amélioration de l'infrastructure et de l'équipement sportif.

II. INFLUENCE DES INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES CONTENANT DES PRINCIPES ET DES NORMES RELATIFS A LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS ET, EN PARTICULIER, MESURES PRISES POUR APPLIQUER LESDITS INSTRUMENTS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JANVIER 1969 AU 30 JUIN 1973

Il faut souligner le respect des recommandations par l'ONU d'une coopération interétatique accrue qui ont une incidence directe sur la promotion économique et indirecte sur la jouissance des droits économiques et sociaux.

Le Dahomey y a satisfait par sa présence aux diverses conférences qui avaient cet objet (Organisation de l'unité africaine (OUA), pays non alignés, recherche de nouvelles formules de coopération sous-régionale).

Parmi les textes, peuvent être cités :

1969

Décret No 69-315 PR du 9 décembre 1969 portant adhésion du Dahomey au Protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967 (Journal officiel de la République du Dahomey No 7, 1er mars 1970, p. 191).

1970

Ordonnance No 70-41-CPMAE du 8 juillet 1970 portant acceptation des amendements apportés aux articles 24 et 25 de la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé (J.O., No 17, 15 juillet 1970, p. 488).

Ordonnance No 70-43 du CP-MAI du 25 septembre 1970 portant ratification du traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle signé le 19 août 1970 entre le Dahomey et le Nigéria (J.O., No 23, 15 octobre 1970, p. 730).

1971

Ordonnance No 71-44 du 29 septembre 1971 portant ratification de la Convention générale de sécurité sociale des travailleurs migrants de l'OCAM (J.O., No 23, 15 novembre 1971, p. 810).

1972

Ordonnance No 72-27 du 9 septembre 1972 portant ratification de l'accord de crédit de développement du projet cotonnier Zou-Borgou entre la République du Dahomey et l'Association internationale de développement en date du 24 mai 1972 (J.O., No 21, 15 octobre 1972, p. 798).

1973

Ordonnance No 73-6 du 23 janvier 1973 portant ratification de la Convention de l'OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, signée à Addis-Abéba le 6 septembre 1969 (J.O., No 5, 1er mars 1973, p. 163).

Ordonnance No 73-44 du 9 mai 1973 portant ratification de l'accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique entre la République du Dahomey et la Confédération suisse signé à Cotonou le 20 avril 1966 (J.O., No 11, 1er juin 1973, p. 507).

/...

III. FAITS NOUVEAUX IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1er JUILLET 1969 AU 30 JUIN 1973 CONCERNANT LA RECONNAISSANCE, LA JOUISSANCE ET LA PROTECTION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET INDICATION, LE CAS ECHEANT, DES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES, MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTS ADMINISTRATIFS PROMULGUES AINSI QUE LES DECISIONS JUDICIAIRES RENDUES PENDANT CETTE PERIODE

A. Droit au travail

1. Droit au libre choix de l'emploi.

Suppression en 1972, par le Gouvernement militaire révolutionnaire, des "Champs collectifs" institués par les régimes politiques précédents, mais dénoncés par le BIT comme étant des institutions déguisées de travaux forcés.

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables.

Respect strict de la semaine de 40 heures de travail.

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi.

Vigilance des services nationaux dans ce domaine avec interdiction des bureaux privés de placement.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente.

Cf. discours-programme du 30 novembre 1972 : "Il s'agit de réaliser dans notre pays une société où il fait bon vivre parce que chacun y pourra disposer du minimum nécessaire pour une vie décente. Une société où seraient atténuées les inégalités de revenus en attendant de pouvoir s'attaquer aux inégalités de fortune".

8. Droit de grève.

Cf. Ordonnance No 69-14 PR du 19 juin 1969 relative à l'exercice du droit de grève (J.O., No 15, 23 juin 1969, p. 438).

B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité de veuvage, de vieillesse, et dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

1969

Décret No 69-209 du 9 août 1969 portant fixation du taux d'allocations familiales (J.O., No 21, 1er septembre 1969, p. 592).

Pour les établissements publics et semi-publics, voir Décret No 69-261 PR du 15 octobre 1969 (J.O., No 24, 15 octobre 1969, p. 772).

/...

1970

Ordonnance No 70-17 D du 25 mars 1970 portant institution d'un régime général de sécurité sociale (J.O., No 10, 1er avril 1970, p. 267), modifiée par l'Ordonnance No 71-10 CP du 10 mars 1971 (J.O., No 8, 15 mars 1971, p. 31).

C. Droit à un niveau suffisant

1970

1. Droit à une nourriture suffisante.

Ordonnance No 70-29 du 28 avril 1970 complétant l'Ordonnance No 12 PR du 21 mai 1967 instituant des taxes de stabilisation et de soutien sur divers prix (J.O., No 15, 15 juin 1970, p. 406).

2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants.

Cf. discours-programme du 30 novembre 1972 effectivement appliqué dans ce domaine : "La résiliation de tous les baux administratifs, l'harmonisation des indemnités de logement aux ayants droit et la construction de bâtiments administratifs et d'immeubles d'habitation à loyer modéré (HLM)".

3. Droit aux services sociaux nécessaires.

Dotation desdits services sociaux aux différents départements ministériels, exemple : l'Ordonnance No 70-34 du 28 février 1970 fixant les attributions du Bureau social du Ministère de la justice et de la législation (J.O., No 7, 1er mars 1970, p. 208).

4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence.

Déblocage partiel des salaires opéré en novembre 1972.

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

Participation du Dahomey à la Conférence internationale sur la pollution et l'environnement tenue en Suède.

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

Mesures prises pour assurer :

1. La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant.

Multiplication des services de puériculture avec un service spécial pour les prématurés à Porto-Novo.

2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle.

Poursuite des efforts initiaux.

/...

3. La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies.

Décret No 71-28 CP-MAPAS du 17 février 1971 portant création et organisation d'un Comité national Raoul Follereau.

4. La création de conditions propres à assurer à tous les services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Fonctionnement au mieux possible des hôpitaux; création de dispensaires et infirmeries; convention entre le Gouvernement dahoméen et l'Ordre militaire de Malte pour la création d'une léproserie à Djougou.

E. Droit des familles, des mères et des enfants  
à une protection et à une assistance

1. Rien à signaler de nouveau

2. Rien à signaler de nouveau

3. Rien à signaler de nouveau

4. Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances.

Sensibles progrès de l'information sur le planning familial au Dahomey.

F. Droit à l'éducation

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit.

Cf. discours-programme du 30 novembre 1972, ici effectivement entré en oeuvre : "Interventions efficaces de l'Etat, consistant notamment à permettre, pour les écoles privées, aussi bien laïques que confessionnelles, catholiques en particulier, des solutions satisfaisantes aux problèmes ardu posés aux enseignants" (entre autres la prise en charge par l'Etat de la rémunération de ces enseignants).

2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel, sur la base des aptitudes ou du mérite.

A toujours été sauvegardé : rien de nouveau à signaler.

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants.

Maintenu au Dahomey : rien de nouveau à signaler.

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1. Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

Le Gouvernement fait des efforts pour le développement de la culture populaire par l'organisation, dans les langues nationales, de l'alphabétisation des masses.

/...

2. Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique.

Le projet, par le Gouvernement, d'un institut de linguistique chargé de mettre au point les moyens de lever les obstacles à l'utilisation des langues nationales comme véhicule du savoir.

IV. MESURES PRISES EN VUE D'ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III CI-DESSUS A UN NOMBRE CROISSANT DE PERSONNES, SANS DISTINCTION AUCUNE FONDÉE NOTAMMENT SUR LA RACE, LA COULEUR, LE SEXE, LA LANGUE, LA RELIGION, LES OPINIONS POLITIQUES OU TOUTE AUTRE OPINION, L'ORIGINE NATIONALE OU SOCIALE, LA NAISSANCE, LA FORTUNE OU TOUTE AUTRE SITUATION OU ... RE SITUATION

Ceci a fait l'objet de tout le discours-programme du 30 novembre 1972 déjà abondamment cité dans ce document.

V. DIFFICULTES RENCONTREES POUR ASSURER LA JOUISSANCE DES DROITS MENTIONNES SOUS LA RUBRIQUE III CI-DESSUS, ET METHODES OU MESURES ADOPTEES POUR SURMONTER CES DIFFICULTES

Ces difficultés sont celles habituelles inhérentes à la situation de tout pays sous-développé : carence de moyens financiers, techniques ou de personnel.

Les méthodes ou mesures sont celles de la nouvelle politique d'indépendance nationale dont le fondement est dans l'africanisation.



## EL SALVADOR

/Original : espagnol/

/25 mars 1974/

I. Exposé liminaire concis des politiques générales de développement économique et social ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels

Au cours de la période considérée, le Gouvernement d'El Salvador a pris les mesures qu'il a jugées nécessaires pour assurer efficacement la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels dont doivent bénéficier les habitants de la République. Au nombre des principales mesures qui ont été prises, il y a lieu de citer la promulgation d'un nouveau Code du commerce, dont le texte prévoit la création de nouvelles institutions dans le domaine commercial et règlemente de manière efficace non seulement les droits économiques des commerçants, mais aussi ceux de toutes les personnes qui participent à des transactions commerciales; il convient de mentionner également la promulgation d'un nouveau Code du travail prévoyant de façon expresse la protection des droits économiques et sociaux dont les travailleurs doivent jouir.

El Salvador a également encouragé le mouvement coopératif par l'adoption de la Ley General de Asociaciones Cooperativas (Loi générale relative aux associations coopératives) et par la création de l'Instituto Salvadoreño de Fomento Cooperativo (Institut salvadorègne pour le développement des coopératives) et d'un Fondo de Garantía (Fonds de garantie) pour la petite industrie.

Sur le plan culturel, El Salvador a adopté la Ley General de Educación (Loi générale sur l'enseignement) qui définit les caractéristiques générales du système d'enseignement national, à tous les niveaux et dans tous les domaines, et un Fondo de Garantía (Fonds de garantie) a été créé pour la fourniture de crédits dans ce domaine.

En outre, la Ley del Fondo Social para la Vivienda (Loi sur le Fonds social pour le logement) a été promulguée et d'autres lois touchant les droits économiques sociaux et culturels, qui sont énumérées en détail dans l'ordre chronologique dans l'annexe au présent document, ont été adoptées.

II. Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973.

Les principes et normes énoncés dans les instruments des Nations Unies ont exercé une influence évidente sur la politique de développement économique, social et culturel d'El Salvador.

/...

Dans un rapport ultérieur, il sera fait mention en détail des mesures adoptées au cours de la période considérée pour appliquer ces instruments.

III. Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période

A. Droit au travail

1. Droit au libre choix de l'emploi

Conformément à l'article 181 de la Constitution politique d'El Salvador, qui dispose que le travail est une fonction sociale et qu'aucune occupation ne peut faire l'objet d'une transaction, il existe en El Salvador une liberté absolue quant au choix de l'emploi. Comme dans d'autres pays, ce droit fait l'objet de quelques restrictions seulement en ce qui concerne le travail des femmes et des mineurs de 18 ans, qui doit être spécialement adapté au sexe, à l'âge, à l'état physique et au stade de développement.

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

Le Code de travail contient des dispositions qui garantissent le droit à des conditions de travail justes et favorables. En effet, cet ensemble de lois réglemente les modalités d'établissement des contrats de travail qui doivent être de durée indéfinie sauf dans les cas où la loi en fixe expressément la durée. Le Code définit en outre, les obligations des patrons et les interdictions qui leur sont imposées, les droits des travailleurs et les interdictions qui leur sont imposées, les conditions dans lesquelles un contrat de travail peut être suspendu et les différentes causes pour lesquelles il peut être mis fin à un contrat de travail, les modalités relatives à l'indemnité de licenciement, etc.

3. Droit à la protection contre le chômage et le sous-emploi

Bien qu'il n'existe pas en fait de dispositions protégeant contre le chômage et le sous-emploi, la Ley del Seguro Social (Loi relative à la sécurité sociale) dispose à l'article 2 que la sécurité sociale couvrira de façon progressive les risques auxquels sont exposés les travailleurs en cas de cessation involontaire de l'emploi.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence décente

Conformément à l'article 182 de la Constitution politique de la République, tout travailleur a droit à un salaire minimum, dont le montant sera fixé périodiquement en fonction principalement du coût de la vie, de la nature du travail, des différents

/...

systèmes de rémunération et des différentes zones de production; ce salaire devra être suffisant pour satisfaire les besoins normaux du foyer du travailleur sur les plans matériel, moral et culturel.

Ce principe constitutionnel est développé dans le Code du travail et un Consejo Nacional de Salario Mínimo (Conseil national pour le salaire minimum) est également créé.

5. Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail égal sans discrimination aucune

En ce qui concerne ce droit, l'article 123 du Code du travail dispose que les travailleurs d'une même entreprise ou d'un même établissement qui se trouvent dans des circonstances identiques et font un travail de valeur égale, ont droit à un salaire égal, indépendamment du sexe, de la race, de la croyance ou de la nationalité.

6. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation raisonnable de la durée du travail et aux congés payés périodiques

Pour ce qui est de ce droit, le Code du travail dispose que la durée de la journée de travail effectif, sauf dans les cas fixés par la loi, n'excédera pas 8 heures pendant le jour et 7 heures pendant la nuit. La durée de la semaine de travail de jour est de 44 heures au maximum et celle de la semaine de travail de nuit de 39 heures au maximum. En outre, tout travailleur a droit à un jour de repos rémunéré pour chaque semaine de travail et, après un an de travail continu dans la même entreprise ou le même établissement ou sous la direction d'un même patron, à un congé d'une durée de 15 jours dont la rémunération correspondra au salaire ordinaire pour ladite période majoré de 30 p. 100. Le travailleur a également droit à un congé rémunéré pour les jours fériés.

7. Droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix

Conformément à l'article 204 du Code du travail, les travailleurs des entreprises privées et ceux des établissements officiels autonomes ou semi-autonomes ont le droit de s'associer librement pour former des associations professionnelles ou des syndicats indépendamment de la nationalité, du sexe, de la race, de la croyance ou de l'appartenance politique.

8. Droit de grève

Le droit de grève est énoncé à l'article 192 de la Constitution politique et réglementé dans le Code du travail.

B. Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

Conformément à l'article 186 de la Constitution politique de la République, la sécurité sociale constitue un service public obligatoire. En vertu de cette disposition, on a institué dans le pays un système obligatoire d'assurance sociale en

/...

tant qu'institution de droit public ayant pour but d'assurer la sécurité sociale. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, le système d'assurance sociale a été étendu à tous les travailleurs des entreprises privées, c'est-à-dire à presque toute la population de la République, et couvre les risques auxquels sont exposés les travailleurs pour cause de maladie, d'accident en général ou d'accident du travail, de maladie professionnelle, de maternité, d'invalidité, de vieillesse et de mort; en outre, comme on l'a déjà mentionné, l'article 2 de la loi en question prévoit que les risques de cessation involontaire de l'emploi seront couverts de façon progressive.

D'autre part, le Code de travail prévoit à l'article 360 que les patrons sont tenus d'assurer auprès de compagnies d'assurances les travailleurs des entreprises se consacrant à des activités qui (selon la Direction générale de la protection sociale) peuvent être, de par leur nature même, ou par suite de circonstances spéciales, dangereuses pour la santé, l'intégrité physique ou la vie des travailleurs et, en tout état de cause, lorsqu'il s'agit de travaux dangereux pouvant entraîner la mort ou porter atteinte, de manière soudaine et grave, à l'intégrité physique des travailleurs, conformément aux dispositions de l'article 106 dudit code.

#### C. Droit à un niveau de vie suffisant

##### 1. Droit à une nourriture suffisante

Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, des dispositions légales ont été prises en ce qui concerne l'alimentation des travailleurs des zones rurales.

##### 2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants

Reconnaissant le droit de toute personne à un logement suffisant, le gouvernement a poursuivi son oeuvre dans ce domaine par l'intermédiaire de l'Instituto de Vivienda Urbana (Institut du logement urbain) et de la Financiera Nacional de la Vivienda (Fonds national du logement) qui a constitué des associations d'épargne et de prêts. Des associations privées ont également été créées à cette fin.

Il convient aussi de mentionner la création d'un (Fundo Social para la Vivienda (Fonds social du logement) qui a pour but de contribuer à la solution du problème du logement des travailleurs en leur fournissant les moyens d'acquérir des logements commodes, hygiéniques et sûrs.

##### 3. Droit aux services sociaux nécessaires

Tous les habitants du pays ont droit aux services sociaux que fournit l'Etat.

##### 4. Droit à une amélioration constante des conditions d'existence

Toutes les personnes qui habitent sur le territoire de la République ont droit à une amélioration de leurs conditions d'existence.

/...

5. Droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement

Tous les habitants ont également droit à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

Des mesures ont été prises pour assurer :

1. La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant
2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

En ce qui concerne l'hygiène industrielle, le Code du travail définit les mesures qui doivent être adoptées et appliquées pour assurer la sécurité et l'hygiène sur les lieux du travail, et pour protéger la vie, la santé et l'intégrité physique des travailleurs. En outre, le Règlement Général sobre Seguridad et Higiene de los Centros de Trabajo (Règlement général sur la sécurité et l'hygiène des centres de travail) a été adopté.

3. La prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies
4. La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1. Droit de la famille à une protection et une assistance

L'article 179 de la Constitution politique dispose que la famille, en tant que base fondamentale de la société, doit être protégée spécialement par l'Etat, qui établira les lois et dispositions nécessaires pour améliorer sa situation et encourager le mariage ainsi que pour protéger et aider la maternité et l'enfance.

2. Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

Par l'intermédiaire des centres de santé et d'assistance, l'Etat fournit des services et des soins aux mères; en outre, il existe dans le pays des garderies d'enfants qui permettent aux mères de vaquer à leurs occupations.

3. Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

L'article 179 déjà cité de la Constitution politique dispose que l'Etat protégera la santé physique, mentale et morale des mineurs et leur garantira les droits à l'éducation et à l'assistance.

4. Droit des parents de déterminer librement et en toute responsabilité le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances

En El Salvador, les parents jouissent du droit de déterminer librement le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances. Toutefois, il existe dans ce pays une association intitulée "Asociación Demográfica Salvadoreña" (Association démographique salvadorienne) dont le but principal est d'apprendre aux habitants à devenir des parents responsables.

F. Droit à l'éducation

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit

L'article 198 de la Constitution politique dispose que tous les habitants de la République ont le droit et le devoir de recevoir une instruction de base qui les mette en mesure de remplir avec conscience et efficacité leur rôle de travailleurs, de parents et de citoyens. En outre, il est dit dans l'article en question que l'enseignement de base comprendra l'enseignement primaire qui, lorsqu'il sera dispensé par l'Etat, sera gratuit.

Le principe constitutionnel susmentionné a été largement développé dans la Ley General de Educación (Loi générale relative à l'enseignement) adoptée au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport.

2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite

En El Salvador, toute personne a droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, conformément aux dispositions de la loi organique de l'Université d'El Salvador, promulguée au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport.

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

Conformément aux dispositions du Code civil, les parents ont le droit d'orienter leurs enfants vers la profession de leur choix et de diriger leur éducation de la manière qu'ils jugent la plus appropriée. Toutefois, lorsque l'enfant a atteint l'âge de 18 ans, les parents ne pourront s'opposer à ce qu'ils choisissent une profession honnête.

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1. Droit de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

En El Salvador, toute personne a le droit absolu de participer à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications.

/...

2. Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

De même, les intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique sont dûment protégés.

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes sans distinction aucune fondée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la naissance ou toute autre situation

En donnant des renseignements détaillés sur les droits mentionnés à la rubrique III, on a cité les principes constitutionnels et légaux qui garantissent lesdits droits. Les mesures qui ont été prises en vue d'assurer la jouissance de ces droits à un nombre croissant de personnes, et qu'il serait trop long d'énumérer, visent à assurer la stricte application des principes mentionnés; ces mesures sont appliquées sans distinction aucune de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés

Compte tenu du fait que les principes constitutionnels et légaux qui garantissent la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III doivent être obligatoirement appliqués, on peut affirmer que, d'une manière générale, leur exercice n'a pas suscité de difficulté; dans les cas où la non application de ces principes a donné lieu à des conflits individuels ou collectifs, en particulier sur le plan du travail, ce sont les autorités administratives ou les tribunaux du travail qui ont réglé ces conflits conformément à la loi\*.

---

\* Une liste des lois pertinentes peut être consultée dans les dossiers du Secrétariat.

FIDJI

/Original : anglais/

/6 mars 1974/

La législation relative aux questions examinées ci-après n'a pas subi de modifications récentes. Mise à part une autre loi, dont il sera question plus loin, la Constitution de Fidji de 1970 semble être le seul texte législatif pertinent.

A) Droit au travail

La législation de Fidji ne prévoit aucune restriction à l'exercice du droit au travail, à cela près que le droit de grève peut être considéré comme limité par la loi intitulée Trade Disputes Act de 1973, qui avait pour but d'exclure de ce droit les actions antisociales et irresponsables appartenant à un certain nombre de catégories d'actions prohibées. Parmi les droits énumérés, un au moins, le droit de former des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix, est garanti par la Constitution. La liberté de réunion et d'association est expressément protégée. D'autres droits, comme celui garantissant la non-discrimination en matière d'emploi, ne sont pas explicitement protégés par la Constitution de Fidji, mais aucune loi du pays n'en limite l'exercice.

B) Droit à la sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

C) Droit à un niveau de vie suffisant

E) Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

Aux fins du présent rapport et pour plus de facilité, ces trois points (B, C, E) seront examinés ensemble.

Il n'existe pas de régime de sécurité sociale proprement dit à Fidji, mais seulement le Fidji National Provident Fund, créé en 1966. Grâce à ce fonds, tout travailleur, à la fin de sa vie active, a droit au paiement d'une somme forfaitaire ou d'une rente. La fin de la vie active est constatée par la retraite, le décès ou l'invalidité totale. Le montant forfaitaire auquel le travailleur a droit représente la somme des contributions versées par son employeur et lui-même (5 p. 100 du salaire pour chacun) à laquelle s'ajoutent les intérêts. Le Fonds a également institué des primes de mariage en faveur des employés et des pensions pour les veuves des adhérents qui y ont droit. Chaque intéressé est titulaire d'un compte personnel; le Fonds est géré par un conseil indépendant.

2. Tout employé qui travaille pour un même employeur pendant plus de 12 jours par mois (excepté les domestiques) et qui a entre 15 et 55 ans, est tenu par la loi d'être membre de ce fonds.

/...



3. L'autre type d'assistance financière accordée par le gouvernement aux citoyens est le Family Assistance Scheme (programme d'aide familiale). Ce programme a été créé au XIXe siècle pour venir en aide à la main-d'oeuvre indienne asservie et indigente. Il est actuellement accessible à tous les citoyens de Fidji. Depuis 1969, il est géré par le Social Welfare Department (Département des services sociaux), dont le personnel examine les cas et recommande s'il y a lieu de payer des prestations. Le seul critère de base pour l'octroi de cette aide a toujours été l'indigence réelle, mais les limites de cette notion ont quelque peu perdu de leur précision et se sont élargies. Deux catégories de gens bénéficient actuellement principalement de cette aide : les personnes âgées et les veufs, bien que le programme continue d'être conçu uniquement comme un ultime recours pour ceux qui sont réellement dans le besoin. Les prestations accordées sont assez faibles.

4. Aussi désirable que cela soit, on estime que Fidji n'a pas encore les moyens de s'offrir un programme d'assistance publique comparable à ceux des pays développés; et les pouvoirs publics insistent beaucoup pour encourager la collectivité à venir elle-même en aide à ceux de ses membres qui sont dépourvus, comme c'était la coutume dans le passé. En outre, le nombre de gens qui demandent de l'aide et le nombre de ceux qui en reçoivent n'ont cessé de progresser. Ces augmentations, jointes aux préoccupations concernant les critères actuels et la gestion du programme ainsi que le temps qu'y perdent les travailleurs sociaux, ont conduit le Ministre des services sociaux à former une équipe de travail chargée de réviser le programme et de suggérer d'autres solutions possibles. Cette équipe de travail doit présenter son rapport au début de cette année.

1. Le Social Development and Welfare Department (Département du développement et des services sociaux) a pour but principal de venir en aide à la famille dans la communauté et s'attache donc à améliorer le sort des personnes de tous les âges. Le service qu'il met en oeuvre pour aider les individus ou les familles à mieux s'adapter aux exigences de la société concernant la probation, le mariage, les soins à donner aux enfants et leur protection, l'adoption, la délinquance juvénile et une aide limitée accordée aux personnes en détresse (voir B2). Les travailleurs sociaux peuvent être amenés à faire appel à l'autorité de la justice, mais ils arrivent très souvent à obtenir un niveau d'adaptation satisfaisant grâce à l'aide des habitants locaux, aux ressources de la communauté et aux organisations bénévoles.

2. Le gouvernement n'a rien prévu en matière de services de garde des enfants pour permettre aux femmes de poursuivre leur carrière, mais la fonction publique accorde de généreux congés de maternité à ses employés féminins.

4. Un grand pas en avant a été accompli avec l'adoption en 1973 de la loi intitulée Juveniles Act. Cette loi dispose que tous les jeunes qui comparaissent en justice pour une raison ou pour une autre sont supposés "avoir besoin de protection" et doivent être confiés aux soins d'un directeur de la protection sociale, qui décide de l'endroit dans lequel il convient de les mettre en sécurité; parmi les endroits possibles figurent les actuels foyers pour enfants (gérés par des organisations bénévoles), l'Ecole agréée (gérée par le gouvernement), le domicile d'un parent ou d'une autre personne appropriée.

C) Le Gouvernement de Fidji est soucieux de maintenir un niveau de vie adéquat, et il doit déployer des efforts particuliers lorsque survient une des catastrophes naturelles auxquelles cette partie du monde est particulièrement exposée : tornades ou cyclones. Il vient alors en aide aux sinistrés en leur donnant des aliments, des vêtements et des abris provisoires si nécessaire, et en leur accordant également une aide financière pour la reconstruction des maisons détruites. Il fournit en outre une assistance indirecte de moindre importance aux nécessiteux en apportant son appui financier aux organisations bénévoles, dont certaines distribuent des aliments et des vêtements, et on espère ouvrir sous peu le "Social Welfare Department" un registre centralisé avec les noms des personnes et des familles qui ont été ainsi secourues.

2. Pour ce qui concerne les questions alimentaires, les citoyens peuvent également s'adresser au Women's Interest Office. Les membres de cet office vont enseigner à des groupes et des clubs de femmes dans tout le pays les principes de la nutrition, l'économie domestique, les méthodes de culture et de préparation des produits alimentaires et autres sujets.

3. Un projet de loi - The Harbour (Amendment) Bill - devrait améliorer quelque peu la protection de la population contre les nappes de pétrole déversé dans les océans par les bateaux.

#### F) Droit à l'éducation

En 1973 on a institué l'éducation primaire gratuite pour tous les élèves de première année. En 1974, cette disposition a été étendue aux élèves de deuxième année, et en 1975 la troisième année sera ajoutée aux années d'enseignement dont les élèves bénéficient d'une éducation gratuite. Celle-ci sera étendue d'une année à chaque rentrée, de sorte qu'en 1978 tous les élèves de l'école primaire bénéficieront d'une éducation gratuite.

2. Tous les enfants de Fidji ont droit à l'égalité d'accès à l'enseignement post-primaire, y compris l'enseignement technique et professionnel, sur la base des aptitudes ou du mérite. On accorde des places gratuites ou semi-gratuites ainsi que des bourses aux étudiants méritants, si leurs parents sont incapables de subvenir aux frais de leur éducation.

3. Les parents sont parfaitement libres de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants. Ce droit peut être limité par des restrictions de nature géographique, lorsque les parents sont incapables d'envoyer leurs enfants à l'école de leur choix en raison de la distance ou d'autres facteurs matériels.

4. Les questions telles que celles susmentionnées au sous-paragraphe 3 sont prévues dans l'Education Ordinance, qui est déjà en vigueur. Aucune modification n'a eu lieu dans ce domaine pendant la période considérée.

#### G) Droit de participer librement à la vie culturelle

Il n'existe aucune restriction à l'exercice de ce droit, et la Constitution de Fidji garantit la liberté d'expression et de conscience.

/...

2. Les droits visés au sous-paragraphe 2 sont protégés par les lois actuellement en vigueur en matière de copyright.

D) Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mentale possible

1. Les taux de mortinatalité et de mortalité infantile ont été réduits grâce à l'amélioration des soins prénatals : presque toutes les femmes enceintes se font soigner dans des cliniques qui dispensent des soins prénatals et la proportion des accouchements à l'hôpital s'est accrue au cours de la période. En décembre 1972, 82,8 p. 100 des mères avaient accouché à l'hôpital et 8,2 p. 100 avaient accouché chez elles en présence de sages-femmes qualifiées. En 1970, les pourcentages correspondants étaient de 75,9 p. 100 et 11,6 p. 100. Pour la mortalité infantile, le taux de 40,95 p. 1000 ressort de la méthode actuellement utilisée pour le rassemblement des données qui paraît plus précise que la méthode utilisée au cours des années précédentes.

2. L'hygiène du milieu concerne essentiellement l'approvisionnement en eau pure potable et l'évacuation adéquate des déchets humains. Dans le domaine de l'éducation, le projet d'hygiène scolaire continue d'être appliqué en vue d'améliorer les habitudes individuelles en matière d'hygiène.

3. Il existe à Fidji vingt maladies épidémiques autres que la grippe, mais aucune n'est grave ni mortelle. Les maladies endémiques comme la tuberculose et la lèpre sont toutes maîtrisées.

4. Tous les citoyens de Fidji peuvent à tout moment bénéficier de services médicaux, qu'ils soient capables de les payer ou non. On accorde une importance particulière aux services médicaux destinés aux régions rurales.

E) Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1. ...

2. Les mères continuent de jouir de privilèges spéciaux pour les soins prénatals, qui sont dispensés gratuitement dans les cliniques.

3. Tous les enfants de moins de 15 ans ont droit à des soins médicaux gratuits, qu'ils soient hospitalisés ou non. Tous les enfants de moins de 18 ans reçoivent des soins dentaires gratuits.

4. Le programme de planification familiale de Fidji repose sur le principe que les couples peuvent déterminer librement le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances.

/...

## ISRAEL

[Original : anglais]

[27 février 1974]

Au cours de la période examinée, l'Etat d'Israël a continué d'appliquer sa politique déclarée, qui est de reconnaître et de mettre en oeuvre les droits économiques, sociaux et culturels de ses ressortissants conformément aux principes proclamés lors de la création de l'Etat, en 1948. Pendant plus de deux décennies, cette politique a été progressivement appliquée et affinée et il n'est pas apparu nécessaire de s'en écarter ni d'y apporter aucune modification. L'esprit des instruments internationaux relatifs à ce domaine des droits de l'homme inspire le droit et la pratique israéliens.

On trouvera ci-dessous résumés les faits nouveaux les plus importants survenus au cours des quatre dernières années.

A. Droit au travail

1. Droit au libre choix de l'emploi

Dans l'affaire Kenig contre Histadrut Kupat Holim (1969) 23 P.D. (I) 627, la demanderesse cherchait à obtenir un jugement déclaratoire annulant la décision de licenciement prise par son employeur à la suite du refus par elle d'être mutée à un poste, qui, soutenait l'intéressée, l'obligerait à travailler totalement seule, isolée des autres employés. La Cour suprême a déclaré que, sous réserve des exceptions prévues par la loi, un employeur peut licencier un salarié; toutefois, si le licenciement est injustifié, le salarié peut obtenir réparation non pas au moyen d'une décision ordonnant sa réintégration mais par le biais d'une action en dommages-intérêts pour licenciement abusif.

6. Droit au repos, loisirs, etc.

Dans l'affaire El Al contre El Al (1969), 23 P.D. (I) 305, un père faisait appel d'une décision fixant le montant de la pension alimentaire pour son jeune enfant au motif que ce montant était excessif et l'obligerait à accomplir des heures supplémentaires ou à prendre un second emploi à temps partiel. Dans ses observations (p. 317) Kister J. a écrit : "L'une des réalisations de notre époque est la reconnaissance du droit pour le travailleur de disposer d'un certain nombre d'heures de repos, de jours de repos et de vacances et nul ne doit être contraint à travailler au-delà du temps quotidien ou hebdomadaire maximal prévu par les lois de l'Etat."

8. Droit de grève

En 1969, la loi de 1957 sur le règlement des conflits du travail a été modifiée de manière à simplifier les procédures de conciliation. La loi fait obligation à une partie à un conflit du travail d'adresser quinze jours au moins avant le début d'une grève un préavis à l'autre partie et au Directeur de l'Administration des relations du travail. Toutefois, si une convention collective entre salariés et employeurs

/...

prévoit des modalités différentes, ce sont les dispositions de l'accord qui s'appliquent. D'autre part, le Ministre du travail peut, avec l'approbation de la Commission des affaires sociales de la Knesset, exclure par voie de règlement du champ d'application de la nouvelle procédure certaines catégories de conflits ou certains secteurs d'activités. En 1972, la loi de 1957 a été de nouveau modifiée de manière à limiter le droit de grève des salariés occupant certains emplois vitaux dans des secteurs tels que l'administration centrale et locale, la santé publique, le système d'enseignement obligatoire et les transports aériens. Aucune grève (ni aucun lock-out) dans l'un quelconque de ces secteurs ne bénéficiera de la protection de la loi s'il existe ou a existé une convention collective et si la grève n'est pas dûment approuvée par l'organisation de salariés compétente ou si elle n'a pas été modifiée conformément aux dispositions de la loi. Est considérée comme une grève toute cessation totale ou partielle du travail, y compris la grève perlée ou toute autre atteinte aux modalités normales de travail, et le refus concerté d'accomplir des heures supplémentaires légales alors que la convention collective leur confère un caractère obligatoire. Une grève illégitime exclut le jeu des dispositions protectrices en matière de responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle à ceci près que l'organisation de salariés n'est, en tant que telle, tenue d'aucune responsabilité. Si les parties à un conflit du travail de cette nature ne conviennent pas d'un moyen de régler le différend dans les six semaines, le litige doit être soumis à l'arbitrage et réglé par cette voie dans un délai d'un mois. A cet égard, l'Etat est soumis au même régime que tout autre employeur.

Dans l'affaire Shavit contre Hanan et consorts (1969), 23 P.D. (I) 516, une grève des employés de cinéma avait pris fin par un accord entre le conseil local des travailleurs et les propriétaires de salles autorisant la soumission à l'arbitrage des conditions d'emploi d'un certain nombre de travailleurs du bâtiment employés sur le chantier de construction d'une salle de cinéma. Après l'engagement de la procédure d'arbitrage, les propriétaires de salles l'avaient dénoncée comme illégale en se fondant essentiellement sur le fait que le conseil des travailleurs s'était ingéré dans un domaine étranger à sa compétence et avait déclenché la grève illégalement causant ainsi une lourde perte aux appelants. La plupart des employés de cinéma de la région n'appartenaient pas à l'organisation dont le conseil était l'organe et ne l'avaient pas chargé de les représenter. Rejetant l'appel, la Cour d'appel a jugé que même si le but véritable du conseil était de se rallier les travailleurs et de les dissuader d'adhérer à d'autres syndicats, il n'en demeurait pas moins qu'un conflit du travail avait surgi. L'essence de la négociation collective était l'affrontement de forces contraires et ce type de négociation aboutissait à une solution par recours à la grève, au lock-out ou au compromis. Le recours à la grève pour obtenir la reconnaissance du droit de former des syndicats, pour parvenir à un accord sur les conditions d'emploi et pour garantir les droits des salariés était pleinement légitime dans la situation économique et sociale du moment.

Dans l'affaire Finstein et consorts contre Association des enseignants de l'enseignement secondaire (1971), 25 P.D. (I) 129, appel avait été interjeté par les propriétaires et les parents d'élèves d'une école privée contre le refus de la juridiction de premier degré d'ordonner la reprise du travail à des

enseignants qui s'étaient mis en grève à l'occasion d'un différend avec les propriétaires sans respecter le préavis obligatoire de quinze jours dont il est question plus haut. En fait, cependant, la grève avait commencé après que ce délai s'était écoulé. Les parents invoquaient l'article 62 de l'Ordonnance sur la responsabilité civile qui prévoit que quiconque oblige autrui sciemment et sans justification à ne pas exécuter un contrat produisant légalement effet engage sa responsabilité civile, une grève n'étant toutefois pas considérée à cette fin comme l'inexécution d'une obligation contractuelle. Les parents soutenaient que cette disposition ne s'appliquait qu'aux contrats de travail. Par l'intermédiaire de J. Cohn, la Cour a déclaré :

"Nul n'ignore qu'il est de l'essence des grèves ... d'entraîner l'inexécution de nombreuses obligations contractuelles de nature excessivement variée; et si les instigateurs d'une grève ... devaient être tenus responsables des pertes résultant de ces inexécutions, les grèves disparaîtraient et deviendraient impossibles. On peut affirmer que rien n'est plus étranger à la volonté du législateur israélien que le désir de faire disparaître les grèves. Si, dans une décision récente, un juge britannique a pu qualifier la grève de vache sacrée, nous devons, pour ce qui nous concerne, la considérer à tout le moins comme une sorte de tradition vénérée qu'il n'est plus possible de contester. La portée de l'article 62 ne peut être limitée au point de n'exclure que l'inexécution de contrats de travail ... mais l'on doit considérer qu'il signifie que quel que soit le contrat ... dont une grève ... entraîne l'inexécution, cette grève ... ne peut être invoquée pour introduire une action en vertu de l'article."

La Cour a également rejeté l'argument des propriétaires fondé sur l'article 63 relatif à l'inexécution d'une obligation légale :

"Une grève n'est en réalité qu'un moyen, même si c'est le plus radical, d'améliorer les conditions d'emploi et elle exerce à ce titre un effet direct sur les conditions d'embauche des salariés. Aux fins de la loi sur le règlement des conflits du travail, ... la grève a effectivement éclaté après l'expiration du délai prévu par la loi et l'appelant n'a donc subi aucun dommage ... le dommage étant l'un des éléments donnant naissance à la responsabilité civile conformément à l'article 63."

B. Droit à la Sécurité sociale, y compris aux assurances sociales en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté

La loi sur l'assurance nationale (loi unifiée) de 1968 a été profondément modifiée. En réalité, la loi sur l'assurance nationale (amendement No 2), de 1969, ne se borne pas à modifier sur divers points la grille des âges ou à relever le barème des prestations, mais comprend un chapitre entièrement nouveau portant sur la formation professionnelle en faveur des veuves et des orphelins qui consacrent l'essentiel de leur temps à des études d'un niveau supérieur au niveau élémentaire ou à la formation professionnelle.

/...

Par ailleurs, la loi sur l'assurance nationale (amendement No 10) de 1973 modifie considérablement le texte original jusque dans ses détails, clarifie les définitions et les conditions d'attribution des prestations et augmente le montant de celles-ci. Elle porte sur les pensions de vieillesse et de survivant, les accidents du travail, l'invalidité, les pensions de personnes à charge, les allocations de maternité et de chômage et la rééducation professionnelle. En outre, un chapitre nouveau prévoit, dans certaines conditions déterminées, l'octroi d'allocations spéciales à toute personne qui ne peut faire valoir ses droits à prestations au titre des divers régimes du système d'assurance.

L'assurance chômage est désormais intégrée au régime d'assurance nationale et couvre tous les salariés de 18 à 65 ans (60 ans pour les femmes) pour lesquels l'employeur est tenu de verser des cotisations d'assurance nationale. Pour qu'un salarié puisse bénéficier d'indemnités de chômage, il faut que des cotisations d'assurances chômage aient été payées pour lui à concurrence de 180 jours (150 jours dans le cas des travailleurs journaliers) au cours de l'année précédente ou de 270 (225) jours au cours de l'année et demie précédente. Un travailleur est réputé en chômage lorsqu'il est inscrit auprès d'une bourse du travail comme étant sans emploi et comme étant apte et disposé à travailler dans sa spécialité ou à occuper tout autre emploi approprié, et que la bourse du travail ne lui a pas proposé d'emploi. L'expression "autre emploi approprié" signifie toute tâche du même type que l'emploi principal de l'intéressé pendant les trois années précédentes ou toute tâche compatible avec la formation et l'éducation qu'il a reçues ainsi qu'avec son état de santé, étant entendu que la rémunération proposée ne doit pas être inférieure au montant que l'intéressé percevrait à titre d'indemnité de chômage et que les fonctions ne doivent pas l'obliger à changer le lieu de sa résidence. Un travailleur qui quitte son emploi de sa propre initiative sans justification n'a droit à aucune indemnité pendant le premier mois; il en va de même pour celui qui refuse d'occuper un emploi à lui proposé par la bourse du travail. L'indemnité de chômage est calculée sur une base journalière en pourcentage du salaire national moyen. Une allocation d'enfant spéciale est versée pour les deux premiers enfants. La durée maximale pendant laquelle un salarié peut percevoir l'indemnité de chômage est d'environ 175 jours par année pour une personne âgée de plus de 45 ans ou ayant trois enfants à charge et de 138 jours dans tous les autres cas; les cinq premiers jours de toute période ininterrompue de 129 jours sont considérés comme un délai d'attente et n'ouvrent pas droit au versement d'une indemnité. Un mineur âgé de 15 à 18 ans qui contribuait à l'entretien de ses parents ou de ses frères et soeurs et à qui la bourse du travail ne parvient pas à trouver un emploi a droit à une allocation de chômage spéciale.

Le régime de protection sociale des salariés de l'Etat, y compris les enseignants des jardins d'enfants, les fonctionnaires des services de police et de l'administration pénitentiaire est maintenant défini par la loi sur la fonction publique (prestations) (loi unifiée) de 1970 qui porte sur le traitement, la pension de retraite et les allocations spéciales consenties aux retraités, la pension de survivant, certaines allocations spéciales accordées aux veuves et l'indemnité de licenciement. Un chapitre consacré aux demandes et aux versements expose de manière détaillée la procédure à suivre et les modalités de versement

/...

des indemnités aux bénéficiaires des diverses prestations. Ce texte contient en outre des dispositions concernant les salariés qui sont entrés dans la fonction publique ou qui l'ont quittée ainsi que des précisions relatives à certaines restrictions pour des raisons de santé, d'âge ou d'invalidité.

La situation des militaires libérés du service et de leurs familles fait l'objet de dispositions spéciales énoncées dans la loi sur les militaires libérés du service (réintégration dans l'emploi) (amendement No 4) de 1970 qui prévoit qu'en consultation avec le Ministre des finances et avec l'assentiment de la Commission des finances de la Knesset, le Ministre du travail peut décider, par voie de règlement, d'octroyer des allocations aux militaires ou aux membres de leur famille compte tenu de leur situation économique et filiale. Le terme "militaire" englobe, outre ceux qui accomplissent ou ont accompli un service militaire, les membres des services de police ou de l'administration pénitentiaire.

Parallèlement, la loi sur les victimes d'actes d'hostilités (pensions) de 1970 concerne une catégorie de cas qui ne sont, hélas, pas rares en Israël. Des pensions peuvent être versées aux blessés ou aux membres de la famille de personnes décédées par suite des blessures causées par des actes d'hostilités de forces militaires, paramilitaires ou irrégulières d'un Etat hostile à Israël, par des actes d'hostilité d'une organisation hostile à Israël ou par des actes d'hostilités accomplis pour le soutien, sur les instructions ou à la poursuite des buts d'une telle organisation. Le bénéfice de cette loi s'étend aux personnes qui sont entrées dans le pays avec un visa ou un permis. Outre des prestations en espèces, il est prévu la prise en charge des soins médicaux, de la convalescence et de la rééducation ainsi que l'octroi de prêts pour le logement. Un amendement à la loi datant de 1973 prévoit le versement d'indemnités pour les frais d'obsèques et l'octroi d'une allocation annuelle de repos et de détente au profit d'un parent ou du conjoint survivant. Dans certaines conditions, l'application des dispositions de la loi peut être élargie au profit d'un non-résident victime en territoire étranger d'une blessure infligée par l'ennemi dans le cadre et à l'occasion de son emploi par un résident d'Israël.

La loi sur les familles des soldats victimes de guerre (pensions et rééducation) (amendement No 7) de 1971 prévoit que si une veuve qui n'a pas d'enfant assurant sa propre subsistance doit recevoir des soins dans une institution en raison de son âge ou de sa santé, l'administration chargée des pensions peut verser directement le montant de la pension de l'intéressée à ladite institution pour son entretien et pour les fournitures et les soins médicaux. Si nécessaire, le versement peut excéder le montant de la pension. Une disposition de la loi (amendement No 8) intervenue ultérieurement en 1973, autorise également le versement d'une allocation annuelle de repos et de détente au profit d'un parent ou d'une veuve qui n'auraient pas droit à une telle allocation dans l'établissement ou ils travaillent.

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mentale possible

4. La création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

/...



En vertu de la loi sur la taxe corrélative de 1973, les employeurs sont tenus de verser aux régimes d'assurance-maladie des salariés des contributions corrélatives à la cotisation versée par les salariés eux-mêmes. Dans la pratique, la taxe est acquittée auprès de l'Institut national d'assurance qui répartit ensuite le montant total payé annuellement entre les divers régimes existants. Les régimes d'assurance-maladie sont tenus de fournir des services médicaux sur les lieux de travail, de prendre des mesures et de procéder à des recherches en matière de prévention conformément aux décrets pris par le Ministre de la santé. Les salariés ne doivent pas avoir à supporter les conséquences du défaut de versement de la taxe corrélative. L'Etat est assimilé aux autres employeurs.

2. L'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

Le décret-loi sur la santé publique (amendement No 4) de 1970 donne au Ministre de la santé le pouvoir de réglementer les propriétés sanitaires (biologiques, physiques, chimiques, radioactives et organoleptiques) de l'eau potable, y compris l'eau destinée à la cuisson des aliments et à l'usage des industries alimentaires. Le Ministre de la santé peut également imposer certaines normes sanitaires pour les ressources en eau utilisées à ces fins et pour la conception et le fonctionnement des réseaux d'eau potable. Nul ne peut fournir d'eau potable ne possédant pas les propriétés sanitaires prescrites et nul ne peut maintenir en usage une installation d'adduction d'eau potable ne répondant pas aux normes sanitaires réglementaires. Le décret-loi habilite les autorités compétentes à mener des inspections sur place, à procéder à des examens et à des tests et à déclarer que l'eau ne satisfait pas aux conditions prévues par la loi. Les sanctions habituelles peuvent être prononcées.

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1. Droit de la famille à une protection et une assistance

Outre les ajustements périodiques des taux des allocations familiales versées au titre de l'assurance nationale en fonction des fluctuations de l'indice du coût de la vie, la loi sur l'assurance nationale de 1968 (loi unifiée) a été modifiée par des amendements qui prévoient une majoration des prestations ou le versement d'allocations spéciales en faveur des familles comptant au moins 3 enfants. Un amendement de 1960 dispose également que lorsqu'un enfant a un parent naturel et un autre parent et que l'un et l'autre sont assurés, il doit être considéré comme l'enfant du parent avec lequel il vit.

2. Droit des mères à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

Un point qui a soulevé des difficultés concerne la situation de la femme abandonnée par son époux qui bénéficie d'un jugement ordonnant à ce dernier le versement d'une pension alimentaire pour elle-même et ses enfants mais ne peut obtenir l'exécution du jugement. Afin d'atténuer les conséquences d'une telle situation, la loi sur la pension alimentaire (garantie de paiement) de 1972 prévoit que quiconque a obtenu un jugement ordonnant le versement d'une pension alimentaire

à son profit peut réclamer à l'Institut national d'assurance le versement mensuel de la somme prévue, dans les limites d'un maximum déterminé, au lieu de devoir agir pour obtenir l'exécution. L'Institut est subrogé dans les droits du demandeur. Le droit au versement des aliments par l'Institut subsiste pendant le délai prévu au jugement et toute modification ultérieure de la décision du tribunal doit se traduire dans les versements effectués. Les dispositions de la loi s'appliquent également à toute différence entre le montant que la demanderesse parvient à obtenir directement par exécution du jugement et le montant total qui lui a été accordé par la même décision.

3. Droit des enfants et des adolescents à des soins spéciaux et à une assistance spéciale

La loi relative à l'ordonnance portant code pénal (amendement No 32) de 1971 érige en infraction le fait, pour quiconque, d'offrir ou de donner à qui que ce soit une compensation en échange du droit d'obtenir la garde d'un enfant mineur de 14 ans, que cette compensation soit pécuniaire ou monnayable. Le parent ou la personne qui exerce la garde de l'enfant engage également sa responsabilité s'il permet que l'enfant soit remis à autrui, cherchant ainsi à renoncer à ses obligations ou à ses droits à l'égard de l'enfant. Cette attitude peut cependant n'être pas coupable si la remise de l'enfant était une étape de la procédure d'adoption ou n'était que provisoire et avait été autorisée par un fonctionnaire des services sociaux ou si la personne à qui l'enfant a été remis est un proche parent et que ce changement est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Dans l'affaire Perez contre Perez (1972), 26 P.D. (II) 793, l'appelant contestait une décision selon laquelle, étant le père naturel de l'enfant qui agissait contre lui, il était tenu d'assurer son entretien. L'appelant soutenait que l'enfant étant né hors mariage au Maroc, la question était de savoir s'il existait entre eux, en vertu du droit marocain, un lien juridique imposant au père l'obligation d'assurer l'entretien de l'enfant et que cet aspect de la question n'avait pas été examiné en première instance. La Cour suprême a rejeté l'appel et a déclaré dans le texte de son jugement (rédigé par Berinson J.) "on ne peut envisager qu'aujourd'hui la loi d'un Etat ne sanctionne pas l'obligation pour un père de subvenir aux besoins de son jeune enfant. Quand bien même cela serait dans un Etat, le présent tribunal n'est pas tenu de faire application de la loi de cet Etat car il ferait alors injure à tout sentiment humain et moral".

F. Droit à l'éducation

1. Droit à l'enseignement primaire gratuit

La loi sur l'enseignement obligatoire (amendement No 5) de 1969 prolonge la durée de la scolarité obligatoire qui s'impose désormais pour les enfants et les adolescents ayant entre cinq et quinze ans d'âge, ce qui assure une scolarisation du jardin d'enfant à la dixième année d'études. La pleine application du plan demandera plusieurs années.

Selon certaines conditions précisées par décret du Ministre de l'éducation pris en consultation avec le Ministre de l'emploi et avec l'approbation de la Commission de l'éducation et de la culture de la Knesset, l'apprentissage d'un adolescent de 15 ans doit être considéré comme une période de scolarité obligatoire au sens de la loi. A cette fin, il doit être établi un programme obligatoire d'études théoriques pour l'apprentissage.

Pendant la période de scolarité obligatoire, l'enseignement doit être gratuit. D'autre part, si un individu âgé de 16 ou 17 ans n'est pas parvenu au niveau de la dixième année d'études, certaines dispositions prévoient que le Trésor acquitte les frais de scolarité nécessaires jusqu'à ce qu'il atteigne ce niveau.

2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite

Les droits et intérêts des jeunes ont été de nouveau renforcés par l'addition d'un nouveau chapitre à la loi sur le travail des jeunes de 1953 qui prévoit des périodes d'études obligatoires pour les adolescents de 15 à 18 ans occupant un emploi afin d'accroître leur aptitude au métier qu'ils ont choisi; amendement à la loi sur le travail des jeunes (amendement No 6) de 1972.

Ces dispositions entreront progressivement en application dans un délai de cinq années. Le nombre d'heures de présence hebdomadaires et la répartition géographique et par profession des cours qui seront offerts ne seront pas prescrits de manière rigide. La formation qui sera donnée le sera gratuitement à l'exception des dépenses de fournitures personnelles nécessaires pour suivre le cours. Corrélativement, les employeurs sont légalement tenus de libérer les intéressés pour qu'ils puissent assister aux cours et ne peuvent opérer aucune déduction de salaire pour les heures d'absence correspondant à la présence aux cours.

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

La loi sur l'enseignement obligatoire (amendement No 5) de 1969 maintient le droit de choisir entre l'enseignement public et l'enseignement public religieux. La loi modifie également la loi sur le travail des jeunes et prévoit qu'un enfant de moins de 15 ans ne peut occuper un emploi sauf s'il travaille en qualité d'apprenti ou s'il travaille pendant des vacances scolaires officielles ou s'il a obtenu un certificat établissant qu'il a terminé sa scolarité obligatoire ou si le Ministre de l'éducation estime qu'il existe des raisons particulières autorisant une dérogation.

Des réformes récemment introduites dans le système d'enseignement israélien, en particulier l'élévation de l'âge auquel l'enfant passe du stade primaire au stade secondaire, ont fait apparaître la nécessité de transférer certains enfants d'une école à une autre. Dans l'affaire Kramer et consorts contre Municipalité de Jérusalem et consorts (1971), 25 P.D. (I) 767, un certain nombre de parents ont contesté le transfert de leurs enfants d'une école privée agréée, qu'ils fréquentaient alors, à une école publique peu éloignée. Ils soutenaient que les

parents avaient un droit fondamental de choisir le type d'établissement et le lieu où seraient éduqués leurs enfants. Toute disposition restreignant ce droit était illégale et un transfert ne pouvait être imposé dans le cadre d'une réforme du système qui n'était pas expressément sanctionnée par la loi mais ne résultait que de décisions administratives. Le tribunal a rejeté la demande. Il a souligné qu'en vertu de la loi sur l'enseignement public de 1953 les parents avaient le droit de choisir l'établissement scolaire que fréquentaient leurs enfants lorsqu'ils les inscrivaient pour la première fois conformément aux dispositions obligatoires en matière d'enseignement. Après cette démarche, les parents étaient soumis aux réglementations relatives aux transferts et leur droit était limité en conséquence. Le rôle de l'Etat ne se borne pas à créer et à entretenir les écoles; il contrôle le type et la qualité de l'enseignement dispensé au cours de la période de scolarité obligatoire. Les parents ne peuvent jouir d'une liberté absolue dans le choix des établissements scolaires et doivent respecter les réglementations en vigueur dans ce domaine, car permettre aux parents de transférer librement leurs enfants entraînerait, pour l'ensemble du système scolaire, des difficultés graves et injustifiables en ce qui concerne la capacité d'accueil, la taille des classes, etc. En dehors des considérations purement éducatives, une liberté ainsi illimitée pourrait porter atteinte aux droits d'autres parents. La raison veut que l'intérêt privé se conforme à l'intérêt public et il n'est pas exceptionnel que le gouvernement doive imposer, pour des raisons de politique éducative et sociale, certaines restrictions au droit des parents d'agir à leur gré. Les réformes actuelles du système d'enseignement ont été précédées de longs et difficiles débats et tous les secteurs de l'administration, y compris une commission parlementaire, avaient fait des efforts considérables pour donner au nouveau système la forme et le contenu souhaitables. Le Ministre de l'éducation était pleinement habilité par la loi à prendre des dispositions réglementaires établissant les procédures à suivre pour le transfert des enfants. Ces décisions ne pouvaient être attaquées tant qu'elles répondaient à l'usage auquel elles étaient destinées et que cet usage n'était pas contraire au but dans lequel le pouvoir de prendre ces décisions avait été attribué par le législateur. En l'espèce, les dispositions réglementaires étaient de l'essence même du nouveau système et constituaient un élément nécessaire à sa mise en oeuvre totale et effective. Les autorités compétentes investies d'un pouvoir discrétionnaire en matière de transferts pouvaient l'exercer non seulement pour opérer des transferts entre écoles publiques mais également pour opérer des transferts d'écoles publiques vers des écoles privées agréées et vice versa.

KOWEÏT

/Original : anglais/

/20 mars 1974/

Droit au travail

Le Koweït a ratifié la Convention No 111 de l'OIT (1958) contre la discrimination en matière d'emploi.

Il a également ratifié les Conventions Nos 29 et 105 de l'OIT contre le travail forcé.

Au Koweït, tous les travailleurs venus de l'étranger jouissent de la totalité des droits reconnus par la législation nationale du travail.

La législation nationale donne aux femmes des droits égaux à ceux des hommes en matière de travail et de salaire.

Le Koweït a ratifié la Convention No 87 de l'OIT concernant la protection des syndicats et de leurs droits, et la Convention No 117 de l'OIT sur les objectifs et les normes de la politique sociale.

Le représentant permanent joint également à la présente communication une note en arabe établie par le Commissariat koweïtien du Plan et concernant la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans la société.

ETAT DU KOWEIT

Commissariat du Plan

Département de la planification sociale

Politiques générales de développement économique et social ayant contribué à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans la société

Dans le présent contexte, il faut entendre par "politiques générales" les politiques applicables à la société dans son ensemble et dépourvues de lien spécifique avec tel ou tel type particulier d'activité économique ou sociale. La politique économique de l'Etat est un élément des politiques générales définissant les principes et objectifs régulateurs de l'activité économique, ainsi que les relations existant dans le pays du fait de ladite politique. La politique sociale, qui a trait aux collectivités et à leurs relations avec les autres groupes constitués dans la société, est un élément des politiques générales définissant les principes et objectifs qui régissent l'activité sociale dans le pays.

Le cadre général des politiques économiques et sociales est défini dans le premier plan quinquennal de développement économique et social. Les orientations fondamentales et les grands principes de la politique économique générale portent sur les questions intéressant le développement économique, la spécification du domaine d'activité productive pour les secteurs à la fois public et privé et l'élargissement du secteur mixte. La politique sociale vise au progrès social sous tous ses aspects et sous toutes ses formes, et parmi les objectifs des politiques économiques et sociales, figure la protection des droits économiques, sociaux et culturels de tous les membres de la société.

Ces droits sont, en outre, mentionnés dans la Constitution, dont la partie III est intitulée "Droits et devoirs civils et politiques".

Ils peuvent être classés de la façon suivante :

1. Droits de l'individu;
2. Droits de la famille;
3. Droits politiques et libertés publiques;
4. Droits sociaux et économiques.

On ne peut pas dire que l'ONU ait eu une influence directe sur l'élaboration de ces politiques, encore que les orientations et principes qu'elles recouvrent se soient inspirés des instruments adoptés par l'Organisation, notamment de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social.

/...

Nos politiques économiques et sociales visent essentiellement à créer une société de bien-être, dans laquelle chaque individu jouisse d'un revenu réel suffisant et proportionnel à l'effort fourni, tout en bénéficiant des multiples facilités qu'offre l'Etat dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les divers services publics. Dans la société de bien-être, chaque individu devrait de toute évidence se sentir en sécurité quant à sa situation présente et à venir, un revenu minimum étant garanti à toute personne qui se trouve privée de ses moyens d'existence par suite d'incapacité, d'invalidité physique, de maladie chronique, de vieillesse ou de tout autre accident susceptible de frapper un individu. En d'autres termes, le but de la société de bien-être est de mettre un terme définitif à toutes les formes de privations, de soustraire les individus à l'emprise de la société et de les empêcher de s'user à son contact, pour que tous voient s'ouvrir les perspectives d'une vie féconde et puissent s'engager dans une activité productive et lucrative, jouant ainsi le rôle qui leur revient dans la consolidation des assises de la société.

Le classement suivi dans la partie III du "Plan des rubriques" établi par l'ONU a servi de modèle pour la présentation des faits nouveaux importants survenus au cours de la période du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 - dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués, ainsi que décisions judiciaires rendues - concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels.

A. Droit au travail et droit au libre choix de l'emploi

1. Droit au travail

L'article 41 de la Constitution de l'Etat du Koweït stipule :

"Tout ressortissant du Koweït a le droit de travailler et de choisir le genre de travail qui lui convient."

Et cette disposition est incontestablement appliquée sans réserve.

2. Droit à des conditions de travail justes et favorables

L'article 40 de la loi sur le travail dans le secteur privé (No 38 de 1964) stipule :

"Les employeurs doivent fournir aux travailleurs les moyens de protection voulus contre les accidents et autres risques éventuels qui, pendant leur travail, peuvent résulter de l'utilisation d'outillages mécaniques, d'engrenages ou appareils de levage et de transport."

A l'article 43 de ladite loi, il est dit :

"Les employeurs doivent prendre contre les maladies professionnelles les précautions requises pour protéger les travailleurs des industries et professions au sujet desquelles le Ministère des affaires sociales et du

/...

travail publiera un rapport. Ledit ministère mettra au point et réglera les moyens de protection requis pour chaque type d'industrie."

Enfin, à l'article 46, il est précisé :

"Les employeurs dont le personnel travaille en des endroits éloignés des zones habitées doivent prévoir à son intention des logements appropriés, avec approvisionnement en eau potable et établissements servant des repas, dans des conditions à convenir entre les deux parties. Le Ministère des affaires sociales et du travail déterminera les zones auxquelles s'appliqueront les dispositions du présent article."

3. Droit à la protection contre le chômage

L'article 8 de la loi mentionné plus haut stipule :

"Toute personne en chômage a le droit de s'inscrire auprès du Ministère des affaires sociales et du travail, ou auprès de l'un quelconque de ses bureaux situés à proximité de son domicile."

Le Ministère prend les mesures nécessaires pour trouver à l'intéressé un emploi approprié à son âge et à ses compétences techniques.

4. Droit de toute personne qui travaille à une rémunération juste et favorable

L'article 54 de la loi sur le travail dans le secteur privé (No 38 de 1964) fixe le montant de la rémunération à laquelle un travailleur a droit au terme de sa période de service auprès d'un employeur, que son contrat ait été établi pour une période déterminée ou non. La rémunération du travailleur est calculée à partir de la date à laquelle il occupe effectivement son poste.

5. Droit de toute personne à un salaire égal pour un travail de valeur égale

Cet axiome n'est pas respecté dans la pratique, bien que l'égalité en question soit clairement prévue à l'article 29 de la Constitution.

6. Droit au repos, aux loisirs, à la limitation de la durée du travail et aux congés payés périodiques

En vertu de la Constitution et des lois en vigueur sur le travail dans les secteurs privé et public, les travailleurs jouissent du droit au repos, à la limitation de la durée du travail (six heures par jour) et aux congés payés périodiques.

7. Droit de former des syndicats

Le droit de former des syndicats est prévu dans la Constitution.

/...



## 8. Droit de grève

Tout citoyen a le droit d'exprimer ses opinions, compte tenu des limites imposées par les lois et règlements en vigueur.

## B. Droit à la sécurité sociale (Depuis 1954, il existe une catégorie de bénéficiaires appelée "indigents")

Bien que la Constitution (art. 11) et les lois qui régissent le travail dans les secteurs privé et public contiennent des dispositions relatives à la sécurité sociale, la question d'un texte législatif séparé sur ce sujet est toujours à l'étude et aucune mesure spéciale n'a encore été arrêtée. A l'article 11 de la Constitution, il est stipulé :

"L'Etat fournit à ses citoyens une assistance durant leur vieillesse et en cas de maladie ou d'incapacité de travail. Il leur fournit aussi des services de sécurité sociale et d'assistance sociale et des services médicaux."

## C. Droit à un niveau de vie suffisant

### 1. Droit à une nourriture suffisante

Les citoyens ont le droit de se procurer une nourriture suffisante.

### 2. Droit à un vêtement et à un logement suffisants

Ce droit est également garanti. Il est indéniable que le gouvernement se soucie beaucoup du bien-être des citoyens; pour les sans-abri, il a mis au point un projet de construction d'habitations peu coûteuses, payables par petites mensualités et à l'aide de prêts à long terme. La Banque d'épargne et de crédit consent des prêts et toutes facilités requises pour permettre à tous les ressortissants koweïtiens de se loger et de satisfaire leurs autres besoins essentiels. Ces divers plans portent aussi sur la prestation des services sociaux nécessaires et la garantie d'un environnement convenable.

## D. Soins médicaux

Au Koweït, les soins médicaux sont garantis par le système d'assurance-maladie et par les campagnes d'information actuellement menées pour attirer l'attention des citoyens sur les maladies que peuvent provoquer certains facteurs extérieurs. Il convient d'observer ici que les soins médicaux sont dispensés gratuitement à tous, qu'il s'agisse ou non de ressortissants koweïtiens, en application de l'article 15 de la Constitution qui stipule :

"L'Etat protège la santé publique et prend des mesures pour prévenir les maladies et les épidémies et dispenser des soins en cas de maladie ou d'épidémie."

E. Droit des familles, des mères et des enfants à une protection et à une assistance

1. Droit de la famille à une protection et une assistance :

L'article 9 de la Constitution affirme :

"La famille est la clef de voûte de la société; elle repose sur la religion, la morale et le patriotisme. La loi préserve l'intégrité de la famille, renforce les liens familiaux et protège la maternité et l'enfance."

En application de cette disposition constitutionnelle et de l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, selon lequel

"La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale",

le Ministère des affaires sociales et du travail, conscient de ce que ses responsabilités en matière d'aide sociale à la famille commencent dès la période prénatale, s'efforce de garantir de bonnes conditions familiales, propices à l'arrivée de l'enfant; à cet effet, des soins sont dispensés aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes, en conformité des dispositions de la loi No 19 de 1962 sur l'assistance publique (modifiée par la loi No 5 de 1968, elle-même modifiée en 1971). Ensuite, pour guider l'enfant tout au long de sa croissance et de son développement, le Ministère a mis au point un système de jardins d'enfants dont le but est d'offrir aux jeunes des activités récréatives et de créer à leur intention une atmosphère appropriée; ainsi, ils peuvent se livrer pendant leurs moments de liberté à des activités collectives sous la surveillance de spécialistes du domaine social, ce qui contribue à développer leur personnalité et à éveiller en eux un esprit de coopération et de camaraderie.

Si telle est la responsabilité de l'Etat ou de la société à l'égard des enfants que le Tout-Puissant a placés sous la protection d'une famille stable, il est encore plus naturel que les efforts redoublent lorsqu'il s'agit d'orphelins et d'enfants trouvés qui, par la force des circonstances, sont privés de tous ces avantages.

C'est pour cette raison qu'en 1961, le Ministère des affaires sociales et du travail a entrepris de créer un orphelinat.

F. Droit à l'éducation

Aux termes de l'article 13 de la Constitution,

"L'éducation est un élément indispensable au progrès de la société; elle est assurée et encouragée par l'Etat."

/...

A l'article 14, il est par ailleurs stipulé :

"L'Etat favorise les sciences, les lettres et les arts et encourage la recherche scientifique."

Enfin, l'article 40 de ladite constitution précise :

"L'Etat garantit à tous les ressortissants du Koweït le droit à l'éducation, conformément à la loi et sous réserve des exigences de l'ordre public et de la morale. Au niveau élémentaire, l'instruction est obligatoire et gratuite, conformément à la loi.

La loi établira le plan requis pour éliminer l'analphabétisme.

L'Etat veille tout particulièrement au développement physique, moral et mental de la jeunesse."

Conformément aux dispositions de la Constitution et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Ministère de l'éducation garantit à tous l'accès à la formation technique et professionnelle; il a créé une école normale d'instituteurs pour les jeunes gens, une autre pour les jeunes filles, une école commerciale secondaire et un collège de formation industrielle. S'efforçant de faire en sorte que l'instruction soit accessible à tous les citoyens, il a créé des instituts spéciaux pour les aveugles, sourds, muets, arriérés mentaux et infirmes des deux sexes. De plus, le Ministère des affaires sociales et du travail a facilité l'accès des adultes à l'enseignement en ouvrant des centres de cours du soir où un enseignement de base est dispensé aux étudiants des deux sexes. Le Ministère offre par ailleurs la possibilité de faire des études supérieures aux étudiants qui en sont capables et ont terminé le cycle secondaire classique ou industriel. A 70 p. 100 de tous les élèves de sexe masculin ayant obtenu le diplôme de fin d'études secondaires série lettres, il donne le droit de fréquenter gratuitement les universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur, la même règle s'appliquant à 80 p. 100 de tous les candidats de sexe masculin ayant obtenu de bons résultats dans la série sciences et à toutes les candidates qui répondent aux mêmes conditions dans les séries lettres et sciences. L'Université du Koweït est de création récente et comprend quatre facultés, à savoir : sciences, lettres, Sharia et droit, et enfin commerce, économie et sciences politiques. Un nombre assez important d'étudiants koweïtiens et autres des deux sexes y sont admis chaque année.

3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

Au Koweït, les parents jouissent incontestablement du droit de choisir le type d'enseignement et de spécialisation qu'ils souhaitent pour leurs enfants.

G. Droit de participer librement à la vie culturelle

1. L'article 36 de la Constitution stipule :

/...

"La liberté d'opinion et la liberté de la recherche scientifique sont garanties. Chacun a le droit d'exprimer ses opinions et de les faire connaître oralement, par écrit ou par tout autre moyen, dans les conditions et selon la manière spécifiées par la loi."

A l'article 37, il est dit :

"La liberté de la presse et la liberté d'imprimer et de publier tout écrit sont garanties conformément à la loi."

Tel est l'aspect constitutionnel de la question. Du point de vue pratique, on peut affirmer que les ressortissants du Koweït jouissent effectivement de ce droit, compte tenu des limites imposées par la loi.

2. Le droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de tout travail scientifique, littéraire ou artistique est garanti par la Constitution et respecté dans la pratique.

x

L'article 29 de la Constitution, qui a trait à la question de l'égalité totale, stipule :

"Tous les individus ont droit à la même dignité humaine et ont les mêmes droits et devoirs publics au regard de la loi, sans distinction de race, d'origine, de langue ou de religion."

x

Quelques-unes des difficultés auxquelles on s'est heurté pour assurer la jouissance des droits mentionnés plus haut peuvent être attribuées à l'afflux régulièrement croissant d'immigrants.

## PHILIPPINES

/Original : anglais/

/24 janvier 1974/

Rapport établi par la Commission de l'intégration nationale des Philippines sur les faits nouveaux importants concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels des minorités nationales des Philippines survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 Juin 1973 :

1) Garanties constitutionnelles prévues par la nouvelle Constitution :

Article XV de la section II : "L'Etat tient compte, dans la formulation et l'application de ses politiques, des coutumes, traditions, croyances et intérêts des communautés culturelles nationales."

Le même article remplace l'appellation générale minorités culturelles nationales par celle de communautés culturelles nationales.

2) Programme national de reconstruction et développement (Mindanao musulman) qui porte sur neuf provinces où les musulmans se trouvent en plus grand nombre, à savoir : Lanao del Norte, Lanao del Sur, North Cotabato, Maguindanao, Sultan Kudarat, Zamboanga del Norte, Zamboanga del Sur, Sulu et Tawi-tawi. Ce programme tend à apporter une solution aux problèmes immédiats qui se posent dans le Mindanao musulman et qui sont essentiellement :

a) La lenteur de la croissance économique et la coexistence d'une minorité riche et d'une majorité qui vit au niveau de l'économie de subsistance;

b) La dégradation de l'ordre public, due à la présence de milliers de réfugiés, qui a paralysé les secteurs agricole et industriel, et retardé l'application de mesures visant à accélérer le développement socio-économique. Dans ce contexte, le programme porte également sur la construction et l'aménagement des ports, l'irrigation, les routes, l'électrification, la distribution des terres, les cultures vivrières, le logement, la santé, l'éducation, la formation de la main-d'oeuvre, l'infrastructure, ainsi que sur le financement de ces efforts.

3) Extension de privilèges accordés aux membres des minorités culturelles nationales pour l'admission dans la fonction publique à ceux d'entre eux qui postulent un poste dans l'administration des provinces ou des villes en vertu de l'article 23 de la loi 2260 de la République.

4) Accroissement des crédits affectés à l'octroi de bourses d'Etat et de subventions à des membres des minorités culturelles nationales; ces crédits passent de 3,5 millions à 10,5 millions de pesos philippins, ce qui permet de porter le nombre des bénéficiaires de ces bourses ou subventions à plus de 4 000 par an (contre 2 500 précédemment).

/...

5) Ouverture de sept nouvelles colonies destinées aux membres des communautés culturelles nationales.

6) Remise en vigueur et libéralisation du commerce de troc dans les îles Sulu, ce qui permet aux négociants de recourir au troc ou aux reprises pour faire commerce, de biens ou d'articles, sauf s'il s'agit d'articles interdits ou d'articles de contrebande, pour une valeur ne dépassant pas 5 000 pesos philippins par chargement, le nombre de ces chargements étant limité à deux par mois; ces marchandises ou articles sont exonérés de droits ou taxes d'importation lorsqu'ils sont vendus ou consommés à Jolo ou dans la ville de Zamboanga, mais sont taxés dès qu'ils sortent de ces zones.

7) Création et organisation dans l'île de Mindanao de l'Amanah-Bank philippine chargée de s'occuper des opérations bancaires et financières des régions musulmanes de Mindanao et Sulu, le personnel de la banque devant être recruté en majorité parmi les membres qualifiés des minorités culturelles nationales.

8) Codification et étude du droit coutumier musulman en vue de son incorporation éventuelle dans le droit national.

9) Création du Centre d'information musulman, chargé de diffuser sur une grande échelle toute information utile aux niveaux national et international.

10) Décision de donner la préférence à des musulmans qualifiés lorsque des postes élevés sont à pourvoir dans les services de l'administration des affaires étrangères ou de la justice.

11) Octroi d'une aide financière et de prêts non garantis aux musulmans travaillant dans l'industrie du poisson dans les îles de l'archipel de Sulu et dans les villes et provinces de Basilan et de Zamboanga.

12) Octroi d'une amnistie spéciale aux rebelles musulmans.

13) Mise sur pied et organisation du programme SALAM (Assistance spéciale en vue de l'alphabétisation et de la promotion des musulmans). L'enseignement de l'arabe dans les écoles publiques des régions musulmanes.

14) Mise sur pied et organisation du programme SPARE (Programme spécial pour l'assistance et la réadaptation des évacués à Mindanao et Sulu).

15) Augmentation des crédits destinés à l'Université d'Etat de Mindanao et agrandissement des locaux de cette université de façon qu'elle puisse accueillir un plus grand nombre de musulmans des régions de Mindanao et Sulu.

16) Construction sur un terrain militaire de la zone métropolitaine du village (musulman) de Maharlika de Manile.

17) Création d'un poste d'administrateur chargé de la promotion des minorités culturelles dans les provinces où il y a un nombre important de familles appartenant à ces minorités; ce poste est normalement confié au membre le plus qualifié des minorités culturelles.

18) Mise au point et exécution du projet CELL, projet de coopérative d'emprunt, qui prévoit la constitution de groupes de dix personnes qui s'engagent à s'accorder une garantie réciproque pour les prêts qu'elles contractent auprès des banques.

19) Création et organisation du Bureau des affaires musulmanes, relevant de la gendarmerie philippine et dirigé par un haut fonctionnaire musulman de la Gendarmerie.

20) Adoption de mesures visant à encourager et faciliter, sous le contrôle du gouvernement, le pèlerinage des musulmans philippins à la Mecque en 1974; suppression des restrictions habituelles à la liberté de voyage, dispense des documents de voyage nécessaires et coordination avec le Gouvernement d'Arabie Saoudite.

21) Création de trois nouvelles provinces à Mindanao, à savoir North Cotabato, Maguindanao et Sultan Kudarat; et de deux nouvelles provinces à Sulu, à savoir Sulu et Tawi-tawi, ces régions étant peuplées essentiellement de membres de minorités culturelles nationales.

/...

RWANDA

/Original : français/

/11 décembre 1973/

Issue de la révolution sociale de 1959 par laquelle les masses populaires ont renversé le régime féodo-colonialiste, la jeune République rwandaise s'est dotée d'une Constitution garantissant à tous les citoyens rwandais les libertés fondamentales telles que définies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Si au cours de la décennie écoulée les droits du peuple rwandais ont été bafoués par une politique d'intrigues pratiquée par des dirigeants irresponsables, la IIème République, instaurée le 5 juillet 1973, se préoccupe de renforcer la défense des droits du peuple rwandais.

Lorsque les vagues d'agitation sociale causées par les intrigues politiques des anciens dirigeants entraînèrent le chaos politique, le Haut Commandement de la Garde nationale a posé un acte ultime pour sauvegarder les droits des citoyens rwandais en rétablissant la paix et l'unité nationale.

Poursuivant cet objectif, la IIème République, sous la conduite éclairée de son Président, son Excellence le Général-Major Habyarimana Juvénal, se soucie constamment d'assurer à tous les Rwandais la jouissance des droits sociaux, économiques et culturels.

C'est ainsi que dans son discours-programme du 1er août 1973, le Président de la République déclara que la nouvelle politique socio-économique s'attachera à la répartition équitable des services sociaux : hôpitaux, dispensaires et établissements scolaires. La mobilisation des masses populaires devant les conduire à connaître leurs devoirs et leurs droits retient l'attention du nouveau gouvernement. Le rôle des départements sociaux consistera davantage à promouvoir le bien-être de chaque citoyen rwandais.

Dans le même ordre d'idées, le nouveau régime garantit la liberté totale dans l'exercice des activités économiques telles que le commerce, où la porte est ouverte pour la libre concurrence.

Dans cette nouvelle orientation du pays, la distribution du crédit tient compte des priorités fixées par le plan national de développement qui se base sur les intérêts réels du peuple rwandais.

En complément à ce qui précède, le Ministère se fait le plaisir de transmettre au Secrétariat général le texte de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, son Excellence le Major Nsekaliye Aloys à l'occasion du vingt cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et qui relève des principes de base de l'application générale par le Rwanda de cette déclaration.



DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION  
A L'OCCASION DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION DES  
DROITS DE L'HOMME

Le monde entier célèbre, ce 10 décembre 1973, le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée à l'unanimité, le 10 décembre 1948, au cours d'une session de l'Assemblée générale tenue à Paris. L'adoption unanime et solennelle d'une telle déclaration par des pays aux systèmes sociaux, culturels, économiques et politiques souvent différents et même opposés, prouve à suffisance qu'elle répond aux aspirations profondes de l'humanité. C'est cet heureux événement historique que les nations éprises de paix et de liberté commémorent aujourd'hui. Pareille occasion leur permet d'établir le bilan des réalisations de la communauté internationale dans ce domaine.

Pour sa part, le Rwanda, qui est Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis plus de 10 ans, s'est formellement engagé à appliquer intégralement la Déclaration universelle des droits de l'homme. Et c'est dans ce contexte que dès les premières heures de notre indépendance, la jeune république se dota d'une constitution garantissant à tout Rwandais les libertés fondamentales telles qu'elles sont définies par la Déclaration universelle.

Malheureusement, cet enthousiasme du début de notre révolution ne tarda pas à s'éteindre. Au cours de cette décennie qui vient de s'écouler, les haines, les intrigues, le népotisme et le régionalisme régnaient en maître dans le pays. Les droits les plus élémentaires des citoyens rwandais leur étaient spoliés avec une malignité et une arrogance sans précédents, la préoccupation majeure du gouvernement déchu recherchant non la reconnaissance, le respect et la défense de ces droits mais le profit personnel et la lutte d'influence sur l'échiquier de politique intérieure.

De telles pratiques ont faussé les objectifs de notre révolution sociale de 1959 qui visaient la défense des droits fondamentaux des masses populaires longtemps opprimées par le régime séculaire féodo-colonialiste.

L'avènement de la deuxième république, sous la conduite éclairée de son Président, son Excellence le Général-Major Habyarimana Juvénal, par le rétablissement de la paix et l'unité nationale, veut créer dans la concorde totale une société ordonnée et harmonieuse où les droits de chaque citoyen sont respectés. Le renversement du régime déchu a pour but primordial d'unir les coeurs, de faire régner la paix et la concorde sur tout le pays, et de déraciner à jamais l'aliénation mentale féodo-colonialiste.

Si, dans cette phase de notre révolution, nous nous félicitons maintenant de faire respecter les droits du peuple rwandais, cependant sur notre planète, des millions d'hommes ne jouissent pas encore de leurs libertés fondamentales.

L'Afrique australe, l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie sont actuellement le théâtre d'un colonialisme ignoble et rétrograde où l'homme africain est ravalé au rang d'animal, malgré l'indignation générale causée par le renforcement des mesures de répression prises par les régimes racistes, minoritaires et colonialistes dans ces territoires africains.

Il en est de même au Moyen-Orient où les guerres déclenchées par Israël pour assouvir ses visées expansionnistes sèment la désolation dans cette partie du monde et spolient les droits fondamentaux du peuple palestinien qui erre sans patrie.

Notre attention se porte également sur les deux milliards et demi d'hommes qui croupissent dans l'ignorance, la maladie et la misère la plus sombre alors que le quart restant de l'humanité se baigne dans l'opulence la plus scandaleuse.

Autant de problèmes qui appellent des solutions urgentes pour rétablir la justice sociale, la dignité et le respect de la personne humaine. La morale universelle nous recommande de consentir plus d'efforts non seulement pour briser les forces néfastes du colonialisme, de la discrimination raciale et du sionisme, mais aussi pour juguler le sous-développement.

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le souhait le plus profond du peuple et du Gouvernement rwandais est de voir le respect des droits de l'homme inscrit en lettres d'or parmi les préoccupations majeures de toutes les nations.

-----